

## Les femmes et la production alimentaire mondiale



# Les damnées de la terre

*Réunies à Guelph, en Ontario, en juin dernier, près de 200 productrices agricoles du monde entier ont critiqué le système de production alimentaire et les politiques essentiellement mâles de « l'aide au développement ». Exceptionnellement, La Vie en rose avait accès à ces débats.*

par Carole Beaulieu

Un agriculteur de la planète sur deux est une agricultrice<sup>1</sup>. Des rizières de l'Asie du Sud-Est jusqu'aux terres dévastées d'Afrique, en passant par les fermes du Québec, partout, ce sont des femmes qui produisent 60% des vivres consommés au foyer<sup>2</sup>. En Amérique latine et en Afrique subsaharienne, les femmes constituent de 50 à 90% de la main-d'oeuvre agricole, mais ne possèdent même pas 1% des terres<sup>3</sup>. Rares sont celles, d'ailleurs, qui reçoivent un salaire pour leur travail, celui-ci n'étant même pas inclus dans le produit national brut<sup>4</sup>. Encore armées des seuls outils dont disposaient leurs grand-mères, le pot à eau et la bêche, la majorité des femmes du Tiers-Monde attendent encore le développement promis qui devait améliorer leurs conditions de vie !

À l'approche de la conférence des Nations-Unies<sup>5</sup>, à Nairobi (Kenya) en juillet 1985, qui devra faire le bilan de la Décennie de la femme et du développement, un nombre croissant de voix s'élèvent pour dénoncer les politiques de développement « définies par des hommes, appliquées par des hommes et ne tenant pas compte de l'apport économique des femmes. »<sup>6</sup>

Réunies à Guelph du 15 au 17 juin dernier, lors de la première Conférence canadienne sur la femme et la production alimentaire, quelque 150 femmes du Canada et une vingtaine du Tiers-Monde<sup>7</sup> se sont jointes à cette dénonciation du « mâle-

développement » et ont lancé un cri d'alarme. À moins que le rôle des femmes dans la production alimentaire ne soit reconnu et appuyé, l'industrie agro-alimentaire qui, encore en 1983, a laissé 15 millions d'enfants mourir de faim<sup>8</sup>, nourrira de plus en plus les riches, de moins en moins les pauvres et, surtout, de moins en moins les femmes.

### D'une terre à l'autre

Quatre heures avant de s'envoler pour Guelph, Kathleen Kneen tondait encore ses moutons dans la ferme qu'elle exploite à Pictou en Nouvelle-Écosse. Mauvaise saison pour une telle conférence que ce mois de juin, mois de la tonte et des foins. Mais les agricultrices canadiennes sont venues, même si elles ont dû engager gardienne et employé (une femme en agriculture en vaut deux, tout le monde sait ça !).

8/ in Le Devoir, 7 juillet 1984.

Elles étaient donc une bonne vingtaine, près du quart des participantes à cette conférence organisée par le groupe de travail Femmes et développement du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCIC)<sup>9</sup> et qui réunissait surtout des représentantes d'organismes d'aide. Des usines de traitement de poisson de Terre-Neuve aux grandes exploitations des Prairies, elles sont venues dire leur inquiétude face à l'orientation de l'agriculture et leurs efforts pour obtenir une reconnaissance sociale, économique et professionnelle de leur travail. « Pour une fois qu'on nous invitait ! » de dire une agricultrice du Québec. Elles, si peu consultées par les intel-

9/ Formé en juin 1983, le groupe de travail était à l'origine constitué de six femmes déjà impliquées dans des organismes non-gouvernementaux. De six, le nombre est rapidement passé à quarante ; une preuve, selon les organisatrices, que le sujet est brûlant.



### Plus de 30 000 Québécoises

À Guelph, les Québécoises ont été bien sollicitées, elles qui, en plus de l'Association des femmes collaboratrices, qui travaille auprès des femmes depuis dix ans, se sont donné récemment un Comité provincial des femmes en agriculture. Désormais reconnu à l'intérieur de l'Union des producteurs agricoles (UPA), le comité travaille à mettre sur pied des comités régionaux, dans tous les coins du Québec, afin de permettre aux femmes de se rencontrer pour réfléchir sur leur situation professionnelle.

Ainsi, le comité prévoit travailler cette année en fonction de deux priorités : l'amélioration des services de garderie pour les femmes en milieu rural et un meilleur accès au crédit agricole pour les femmes. Les Femmes en agriculture font aussi des pres-

sions auprès du ministère de l'Agriculture du Québec pour qu'une femme y soit chargée de suivre la progression des revendications que l'étude de Suzanne Dion, *Les Femmes dans l'agriculture au Québec*,<sup>1</sup> avait mises en lumière : le droit au repos, plus de sécurité et d'autonomie financière, la possibilité d'influencer le devenir de l'agriculture, etc.

Selon l'Association des femmes collaboratrices, plus de 30 000 Québécoises travaillent en agriculture. Pourtant, à peine 7,3% d'entre elles ont le statut de productrice agricole qui leur permettrait de voter à l'UPA. FIN

1/ *Les Femmes dans l'agriculture au Québec*, Suzanne Dion. Éd. La Terre de chez nous, 1984.

1/ «Le grand silence des femmes rurales du Tiers-Monde», Agence France-Presse, mai 1984.

2/ AFP, op. cit.

3/ «Women, Land and Food production», par Jane Cuttingham et Marilee Karl, *Isis International Bulletin*, 1979.

4/ En 1979, 79,9% des Mexicaines étaient classées comme inactives. En fait, 94,7% des femmes âgées de 12 ans et plus sont actives, principalement en agriculture, comparativement à 89,7% des hommes. Pourtant à peine 17,5% reçoivent un salaire comparativement à 90,3% des hommes. *Women's Worth - Sexual Economics and the World of Women*, by Lisa Leghorn et Katherine Parker, Routledge et Kegan Paul, 1981, p. 52.

5/ En fait, il y aura plutôt deux conférences : l'une regroupera les représentantes des gouvernements membres de l'ONU et l'autre, parallèle, est organisée par des organismes non gouvernementaux (ONG) impliqués dans le développement et qui espèrent ainsi faire entendre la véritable voix des femmes.

6/ «Development, a Man's World», Barbara Rogers. Documentation de la conférence.

7/ Des femmes du Nicaragua, du Bangla Desh, du Zimbabwe, du Brésil, de la Haute-Volta et des Antilles, entre autres, participaient à la conférence.

lectuel-le-s du développement, elles n'allaient pas manquer cette occasion !

Elles n'ont d'ailleurs pas raté cette chance de partager, avec leurs consoeurs des autres provinces et du Tiers-Monde, leurs efforts d'organisation même si, parfois, comme le soulignait l'Ontarienne Louise Myner, devant l'ampleur des problèmes des femmes du Tiers-Monde et la puissance d'un système de production alimentaire qui, entre 1970 et 1980, a laissé le nombre de sous-alimenté-e-s passer de 400 à 500 millions<sup>10</sup>, elles se sont demandé : «Comment faire le lien, comment engager la lutte ?»

## La malédiction du développement

Un nombre croissant d'organismes internationaux s'entendent sur cette réalité : bien loin d'avoir amélioré le sort des femmes, les efforts de développement des dernières années ont rendu leurs conditions de vie encore plus pénibles, quand ils ne les ont pas dépouillées de leur gain-pain<sup>11</sup>.

Le modèle de développement imposé par les pays industrialisés – concentration des terres, culture en fonction de l'exportation et non de la consommation locale (de façon à accumuler des devises pour rembourser la dette) – a eu des effets dévastateurs chez les femmes. Tandis que les hommes délaissaient les cultures vivrières pour produire les ananas et les bananes des multinationales, ou qu'ils s'embauchaient à bon marché dans les grandes plantations, les femmes se retrouvaient de plus en plus les seules responsables de l'agriculture de subsistance, souvent sur les moins bonnes terres. Déjà sans fin, leurs tâches se sont encore accrues : corvées d'eau et de ramassage de bois, irrigation des sols, surveillance des troupeaux, semailles et repiquage du riz, désherbage, récolte et vannage du grain, sans compter l'éducation des enfants et les travaux domestiques. L'avènement, bref, de la triple journée de travail !

Outre cette augmentation des tâches des femmes, plusieurs études publiées récemment font état de véritables drames causés par l'ignorance des planificateurs. Par exemple, des femmes de Gambie ont perdu leur récolte littéralement «bulldozée» par la décision des techniciens du gouvernement de transformer ces terres en rizières<sup>12</sup>.

10/ «Les terres du Tiers-Monde pour nourrir les peuples industrialisés», *Le Monde*, novembre 1982.

11/ En Haute-Volta, le droit ancestral pour les femmes de cultiver une terre et de garder pour elles le fruit de leur travail a été aboli lorsque les rizières ont remplacé les cultures traditionnelles. AFP, op. cit.

12/ «Bulldozed», *The New Internationalist*, janvier 1984.

D'autres, sur la Côte Ouest-africaine, ont vu s'évanouir le mince revenu qu'elles tiraient du commerce du poisson, à cause de la construction d'une gigantesque usine de réfrigération dont les profits iront aux multinationales<sup>13</sup>. Bref, la liste des malédictions du «développement» s'allonge constamment.

Et «l'aide au développement» est bien loin d'avoir arrangé les choses. Ainsi, en Afrique, même si plus de 70%<sup>14</sup> du travail agricole est réalisé par des femmes, la presque totalité de l'aide au développement a été dirigée vers les hommes. Le labeur des femmes, aux champs ou dans la maison, n'étant pas reconnu comme «travail», les agricultrices du Tiers-Monde reçoivent rarement de l'aide technologique sous la forme de pompes à eau, d'eau courante, d'outils ou de meilleurs ustensiles.

Depuis dix ans déjà, les évidences s'accumulent. La faillite du développement, déjà consacrée par plusieurs organismes internationaux, est largement due au refus des planificateurs de tenir compte de l'apport économique des femmes.

Si ce n'était pas si tragique, on pourrait presque en rire.

## Un monde d'hommes

À Madagascar, des milliers de sarcloirs achetés par le gouvernement n'ont jamais été utilisés parce qu'ils sont trop lourds pour les femmes et que les hommes refusent de sarcler, activité qu'ils considèrent typiquement féminine<sup>15</sup>. Ailleurs en Afrique, des puits s'assèchent parce que les techniciens n'en ont expliqué l'entretien qu'aux hommes alors que ce sont les femmes qui sont responsables de la corvée d'eau. Des projets d'accroissement de la récolte d'un village de pêcheurs échouent parce que, après avoir donné de nouveaux filets aux hommes, on a oublié de donner de meilleurs outils aux femmes qui n'arrivent pas à traiter tout le poisson ainsi pêché...

Bon nombre des participantes à la conférence de Guelph, oeuvrant au sein des organismes d'aide, ne se gênent pas pour le dire : l'aide au développement est un monde d'hommes.

Au Canada, même si 95% des travailleuses des organismes d'aide sont des femmes, à peine quelques-unes d'entre elles siègent aux conseils d'administration des principaux organismes, et cela, depuis peu. «Chaque fois qu'on soumet des projets d'aide pour les femmes, des projets qui leur

13/ *Women's Worth*, op. cit., p. 46.

14/ «Alimentation : produire plus ou s'organiser mieux», *Croissance des jeunes nations*, avril 1983.

15/ AFP, op. cit.

donneraient un certain pouvoir, on nous dit : «Qu'est-ce que la libération des femmes vient faire dans le développement ?», me confie une bénévole de Développement et Paix. Mais n'écris pas ça dans la revue !»

En effet, même si depuis 1975, Année internationale de la femme, les femmes sont devenues un sujet d'intérêt croissant pour les programmes de développement, cet intérêt ne s'est souvent traduit que par des programmes «ghettos».

Comme le mentionnait une femme du Tiers-Monde, «les cours de couture et de nutrition, c'est bien beau...», mais quand on pense qu'au Botswana, par exemple, 40% des familles<sup>16</sup> sont supportées par une femme, il serait peut-être temps de penser à une autre forme d'aide. De là, d'ailleurs, l'un des objectifs de la conférence de Guelph : permettre aux femmes impliquées dans les organismes d'aide de réfléchir sur la question et de développer des stratégies d'action. Ces femmes ont d'ailleurs déjà senti le besoin de se regrouper et ont créé, en mai dernier, le Comité québécois femmes et développement (CQFD)<sup>17</sup>, qui vise principalement à organiser un réseau d'échange d'information entre les organismes de coopération internationale et les groupes de femmes.

## Une même exploitation

Pas question donc, au cours de cette conférence, d'opposer «pays développés» et pays sous-développés, ou de parler de ce que les femmes «riches» du Canada peuvent faire pour leurs soeurs plus pauvres. Comme le disait si bien une syndicaliste agricole de Terre-Neuve, Mary Burge, dans l'éloquent discours d'ouverture de la conférence : «Des productrices-trices de pommes de terre de Terre-Neuve aux ouvrières-agricoles de l'Île de Saint-Vincent, l'exploitation est la même, même si les contradictions sont moins évidentes dans les pays industrialisés. Le pouvoir est entre les mains des compagnies multinationales d'équipement aratoire, de transformation, etc. Ce sont elles qui décident de ce qui doit pousser sur nos terres... pas les besoins de l'humanité, pas le nombre d'affamé-e-s.»

Pour Mary Burge, comme pour plusieurs participantes à la conférence, le «développement» n'a été rendu possible que par le travail invisible, non payé des femmes... et il devient urgent que celles-ci s'organisent.

Mais que faire contre les intérêts politiques et économiques qui, profitant du labeur gratuit des femmes, ont transformé la production alimentaire en un vaste

16/ «Women in Development», *Forum*, mars 1984.

17/ Le comité a aussi pour objectif d'étudier et d'analyser les conditions socio-économiques des femmes dans les organisations de coopération et dans le Tiers-Monde.

supermarché mondial au sein duquel les terres des pauvres nourrissent les riches<sup>18</sup>? Que faire quand ces intérêts empêchent les femmes de participer aux planifications qui pourraient changer leur vie ?

Que faire surtout quand on s'appelle Marie Potvin, qu'on est déjà débordée avec sa ferme du Lac Saint-Jean, que cette conférence va nous coûter cher (à cause de la gardienne et de l'employé !), qu'on travaille déjà à organiser les femmes du Québec à l'intérieur du syndicat des producteurs... ?

Que faire quand on s'appelle Maria Olga Espinoza et qu'on essaie de faire pousser du grain dans un Nicaragua assiégé où des étrangers viennent brûler les garderies nouvellement bâties ? Ou Judy Williams de la Grenade où, depuis l'invasion américaine, tous les programmes communautaires d'éducation ont été interrompus ?

Chose certaine, et là-dessus tout le monde s'entend, il est urgent que les femmes s'organisent, qu'elles prennent tous les moyens pour forcer une reconnaissance légale et économique de leur apport à l'agriculture, que des pressions soient faites auprès des organismes d'aide pour que les projets tiennent enfin compte de la réalité des femmes et, surtout, que les femmes tentent d'atteindre des postes décisionnels où elles pourront enfin participer à la définition des politiques agricoles<sup>19</sup>.

## Une organisation internationale ?

Déjà, le lendemain de la conférence, le Conseil canadien pour la coopération internationale prévoyait engager à mi-temps une animatrice qui s'occuperait d'assurer le suivi de la conférence. La nécessité d'améliorer les communications entre les productrices canadiennes et de développer des outils d'éducation (canevas de travail, grilles d'analyse) qui leur permettraient de mieux voir les liens entre leur situation et celles des femmes du Tiers-Monde demeure l'une des principales recommandations faites au terme de la conférence.

Le groupe de travail Femmes et développement doit d'ailleurs se réunir cet automne pour revoir la vingtaine de stratégies d'action suggérées par les participantes et définir un plan d'action. Déjà, on sait qu'il organisera un atelier sur les femmes et la production alimentaire lors de la conférence de Nairobi, et le travail d'organisation déjà réalisé au Québec (voir encart) n'a pas manqué d'intéresser les Canadiennes des autres provinces.

18/ En Colombie, la production d'oignons pour les Américains rapporte 80% de plus que celle du blé pour le marché local. «Food First», *The New Internationalist*, 1984.

19/ Le World Food Bank doit, entre autres, réviser cette année ses politiques alimentaires. Comment y faire entendre la voix des femmes ?

Pour plusieurs participantes, le projet de créer une véritable organisation internationale de productrices alimentaires au sein de laquelle les femmes du Tiers-Monde auraient une place prépondérante, n'a toutefois pas fait l'unanimité de la conférence. Plusieurs, surtout parmi les femmes du Tiers-Monde, craignent en effet qu'une fois de plus, ce soient «des fonctionnaires et des intellectuelles» – «ces femmes qui ne savent pas ce qu'est marcher deux heures pour aller chercher de l'eau» – qui les y représentent.

Les participantes s'entendent toutefois sur l'urgence de fournir aux familles les outils qui rendront leur travail plus efficace : la propriété de bonnes terres, des sources d'eau potable, des systèmes d'irrigation appropriés, l'accès au crédit et à la formation technique.

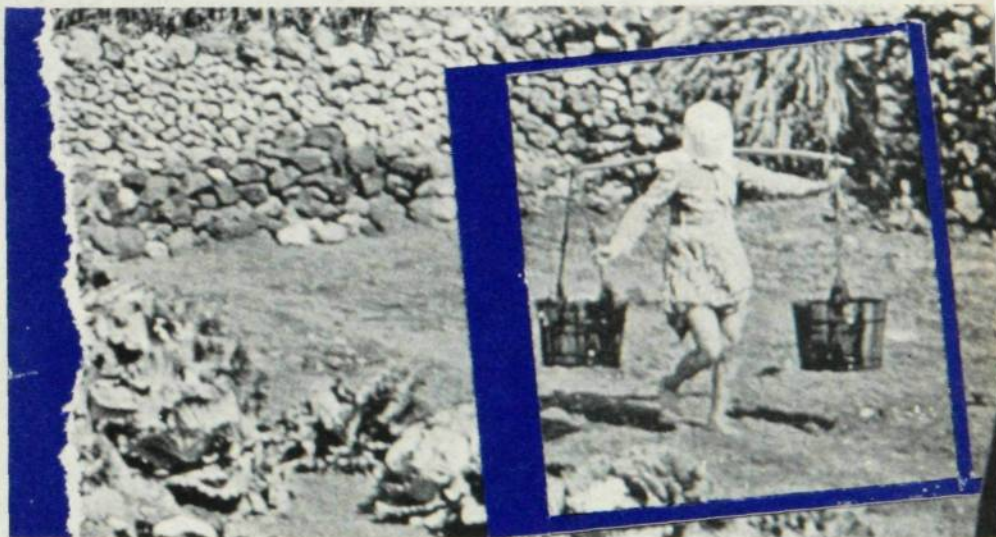
Si plusieurs hésitent encore à dire, com-

finçaient».

Succès de solidarité, la conférence de Guelph n'aura toutefois pas été le moment historique qu'avait souhaité Mary Burge. Les femmes du monde ne vont pas, demain matin, s'unir pour renverser le système de production alimentaire. Mais ce qui, hier, n'était encore que des idées exprimées dans des études d'économistes féministes filtre lentement jusqu'aux productrices.

## Changement de sujet ?

Pendant qu'une pluie fine vient noyer les dernières minutes de la conférence, des femmes à plus de 2 000 km de Guelph se battent pour obtenir des toilettes sur leur lieu de travail et un salaire supérieur à deux dollars de l'heure. Non, ce n'est pas dans le Bangla Desh de Kushi Kebir. Pas plus que dans les Antilles d'Elene Horne. C'est dans notre «beautiful British Columbia». **FIN**



me l'écrivaient Leghorn et Parker, que la «division sexuelle du travail est responsable de la faim dans le monde»<sup>20</sup>, elles conviennent que même une réforme agraire ne rendra pas justice aux femmes à «moins qu'une solide organisation de femmes ne fasse entendre sa voix.»

## Dangereuses les fermières ?

Dangereuses ces fermières qui parlent de renverser tout le système de production alimentaire ? Pas encore, selon Mary Burge, puisque des organismes comme l'ACDI ont accepté de financer la majeure partie des coûts de la conférence, soit quelque 48 000 \$, le reste venant de contributions des groupes membres du CCIC et des participantes.

Peut-être plus qu'on ne pense, selon une des coordonnatrices de la conférence qui soutient que, au départ, les bailleurs de fonds ne «savaient pas tellement ce qu'ils

## Une Canadienne sur 16

Six pour cent des femmes canadiennes adultes sont agricultrices<sup>1</sup>. Selon une étude du Conseil canadien pour le développement rural, plus de 90% d'entre elles sont activement impliquées dans l'exploitation, et cela, pour une moyenne de 30 heures par semaine, sans compter une cinquantaine d'heures de travaux domestiques<sup>2</sup>. Même si l'enquête montre que la majorité d'entre elles se sentent bien là où elles sont, il semble qu'un nombre croissant (65% selon une étude de la National Farmers Union<sup>3</sup>) veulent être reconnues pour leur travail, avoir leur mot à dire dans le devenir de l'agriculture. **FIN**

1/ *Farm Women Cultivate a Living*, par Liz Willick, *Herizons*, mai 1983.

2/ «*Rural Women's Study*», Council on Rural Development Canada, 1979.

3/ *The Employment Practices of Farm Women*, par Susan Koski, 1982, pour le National Farmers Union.

20/ *Women's Worth*, p. 45.